

Association Marocaine des Enseignants de Philosophie

Le Bureau National

À El Jadida, le 15 janvier 2017



Avis à l'opinion publique nationale et internationale

Le Bureau National de l'Association Marocaine des Enseignants de Philosophie annonce suivre avec une vive inquiétude les réactions du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle à l'édition des livres « Al Manar de l'Éducation islamique » pour l'enseignement secondaire et professionnel. Il déclare :

1. Noter l'absence de réponse de la part du Ministère à la demande de l'Association des Enseignants de Philosophie de retirer ces livres diffamatoires et nuisibles à l'égard de la philosophie, des sciences, des droits de l'homme et de l'enfant, ainsi que des acquis de la culture humaniste. Le Bureau National réitère sa demande de retrait de ces livres hors du domaine scolaire, afin de protéger notre génération de l'extrémisme. De même qu'il réitère auprès du Ministère sa demande de dialogue avec l'AMEP afin de mettre fin à cette polémique.
2. Le Bureau National fait porter au Ministère la responsabilité de la gestion de cette affaire, vu qu'il défend des livres dont l'ensemble du monde intellectuel, des savants, des chercheurs et des associations de la société civile a signalé le caractère idéologique, wahhabite et dangereux. Ce sont des livres qui ne respectent pas les principes de « juste milieu », de modération et de tolérance auxquels invitent les Directives Royales, ainsi que les curricula d'enseignement de l'Éducation islamique lui-même.
3. L'Association en fait porter la responsabilité directe au Directeur des Curricula. Elle dénonce sa politique de fuite en avant, et de désengagement face à ses responsabilités, validant de fait des livres qui menacent l'avenir de l'école marocaine, avec le prétexte d'une surcharge financière pour leur retrait.
4. Malgré le progrès limité de la réforme des curricula de l'enseignement de l'Éducation islamique, il reste cependant un besoin urgent d'en corriger les erreurs, et spécialement son discours grossier à l'endroit d'une philosophie qui serait « orthodoxe » et d'une foi « vraie » ? De la même manière, il est urgent de revoir le contenu des notions majeures du soufisme qui ont été intégrées à l'Éducation islamique, telles que la purification, la guidance, l'assentiment, l'équité et la sagesse, mais qui ont été vidées de leur substance spirituelle pour être appauvries et réduites à un contenu wahhabite, dans sa forme littérale et son intention implicite.

5. Il ne s'agit pas, comme l'a prétendu le Ministère, d'un seul texte contenu dans un seul livre de la classe de Première année du Baccalauréat (classe de Seconde en France), mais des trois livres du cycle (Seconde, Première et Terminale) d'« Al Manar de L'Éducation islamique », dont le contenu est clairement wahhabite, dans son fond et sa forme. Contrairement à ce qu'a prétendu le Ministre, le texte d'Ibn Salah al-Chahrazouri n'est pas présenté dans une visée pédagogique, mais il arrive plutôt comme une déduction et une conclusion ratifiant des positions extrémistes vis-à-vis de la philosophie et de la logique.
6. L'AMEP dénonce le déplacement des notions propres à la philosophie vers l'enseignement de l'Éducation islamique, sans égard pour les cadres épistémologiques de tout travail scientifique. Compte tenu de son rôle spirituel et moral et de son message éminent, elle insiste sur la nécessité de revoir le programme de cet enseignement islamique, et refuse d'en faire le censeur des autres matières.
7. L'AMEP salue haut et fort les manifestations de soutien des enseignantes et des enseignants, des inspectrices et des inspecteurs de l'Éducation islamique qui ont exprimé leur désaccord face aux conséquences liées à l'usage des livres « Al Manar de l'Éducation islamique ».
8. L'AMEP fait part de la sympathie et du soutien international pour ses positions, manifestations qui se sont exprimées dans nombre de canaux d'information, venant de la part d'intellectuels, de savants, de chercheurs, et des institutions de la société civile nationale et internationale. Elle dénonce la politique autoritaire de musellement du droit d'expression que le Ministère adopte à son endroit, sans égard ni respect pour le statut social et intellectuel de ses membres, les considérant comme des élèves face à leur professeur, à qui on dicterait ce qu'ils auraient à dire.
9. L'AMEP salue tous les canaux d'information, les savants, les intellectuels et les chercheurs pour leur position éminente. Elle leur rappelle son intention de poursuivre sa demande de retrait de ces livres scolaires hors du domaine scolaire par tous les moyens modernes à sa disposition.
10. L'AMEP appelle, par tous les moyens d'information nationaux et internationaux, les intellectuels, les savants, les chercheurs, les institutions de la société civile et politique à participer aux journées d'étude qu'elle organisera à Rabat sur le sujet suivant : « La philosophie et la question des valeurs dans l'éducation » à la mi-février prochain. Ces journées se clôtureront par une « Déclaration de Rabat pour la philosophie », déclaration qui sera portée à la connaissance de toutes les institutions nationales et internationales attentives à la valeur de la philosophie.

Le Secrétaire national : Abdelkarim SAFIR.